

Unité inter-départementale Tarn-Aveyron
Cité administrative – Bât D
19 rue de Ciron
Cedex 09
81013 ALBI

ALBI, le 16/08/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 09/08/2022

Contexte et constats

Publié sur 

SA BESSAC

Le Rivet
81120 REALMONT

Références : 81-CCAM-2022-38
Code AIOT : 0006802779

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/08/2022 dans l'établissement SA BESSAC implanté La Rouquié (AH n° 14 à 21 ; 26 ; 190p ; 192 ; 194 ; 195 ; 197 ; 200) ; Rocher de Richard (AE n° 55 ; 57 et 129) et La Caraventié (AE n° 55 ; 57 et 129) 33ha 93a 37ca 81360 MONTREDON LABESSONNIE. L'inspection a été annoncée le 21/07/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SA BESSAC
- La Rouquié (AH n° 14 à 21 ; 26 ; 190p ; 192 ; 194 ; 195 ; 197 ; 200) ; Rocher de Richard (AE n° 55 ; 57 et 129) et La Caraventié (AE n° 55 ; 57 et 129) 33ha 93a 37ca 81360 MONTREDON LABESSONNIE
- Code AIOT : 0006802779
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

L'exploitation de cette carrière de diabase est autorisée par l'arrêté préfectoral du 4 février 2014, pour une durée de 30 ans et une production maximale annuelle de 300 000 tonnes. Elle jouxte la carrière du même exploitant dite du Rivet où siègent les installations de broyage et concassage communes.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- registres et plans : plan d'exploitation,
- phasage de l'extraction,
- cote minimale d'extraction, hauteur maximale des fronts et largeur minimale des banquettes,
- stockage des déchets inertes résultant de l'exploitation, suivi du stockage,
- conservation du corridor à proximité de la zone de stockage des déchets inertes (mesure ME 3).

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Registres et plans	Arrêté Préfectoral du 04/02/2014, article CE 4	/	Sans objet
2	Phasage	Arrêté Préfectoral du 04/02/2014, article CE 3-1 et CE 3-3	/	Sans objet
3	Cote minimale de l'extraction. Dimensions des fronts et des banquettes.	Arrêté Préfectoral du 04/02/2014, article CE 3-2	/	Sans objet
4	Stockages des déchets inertes résultant de l'exploitation	Arrêté Préfectoral du 04/02/2014, article CE 5 et CE 5-1	/	Sans objet
5	Zones de stockage des déchets d'extraction inertes	Arrêté Préfectoral du 26/09/2019, article 4	/	Sans objet
6	Dispositions pour la protection des milieux et des espèces	Arrêté Préfectoral du 04/02/2014, article CE 7-2	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant tient correctement cette carrière et sait s'adapter à la configuration parfois difficile du gisement en place.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Registres et plans

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/02/2014, article CE 4
Thème(s) : Risques chroniques, Registres et plans
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant établit et tient à jour au moins une fois par an un plan de la carrière d'échelle adaptée à sa superficie. Sur ce plan sont reportés a minima : <ul style="list-style-type: none">- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 mètres,- les bords de la fouille,- les courbes de niveau ou cotes d'altitude NGF des points significatifs,- les pentes des pistes utilisées pour l'exploitation,- les zones remises en état en les différenciant par type,- la position des ouvrages visés à l'article SP 2 ci-après et, s'il y a lieu, leur périmètre de protection institué en vertu de réglementations spéciales,- la position des zones de protection des milieux naturels définies à l'article CE 7-2.
Constats : L'exploitant a présenté le plan d'exploitation dressé le 19 novembre 2021 par un géomètre de la société. Ce plan est conforme.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Phasage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/02/2014, article CE 3-1 et CE 3-3
Thème(s) : Risques chroniques, Phasage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitation a un rythme annuel moyen de 200 000 tonnes et se déroule en 6 phases de 5 ans chacune (cf. annexes 3 à 10). L'exploitation est en phase 2 : 3,85 ha exploité ; cote minimale de 250 m NGF.
Constats : L'exploitation est dans la phase 2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation. La cote atteinte est de 251 m NGF.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Cote minimale de l'extraction. Dimensions des fronts et des banquettes.

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/02/2014, article CE 3-2
Thème(s) : Risques chroniques, Cote minimale de l'extraction. Dimensions des fronts et des banquettes.
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La cote minimale d'extraction est fixée à 235 m NGF. La hauteur des fronts et la largeur des banquettes sont compatibles avec la stabilité de la roche à l'endroit de l'extraction. La hauteur maximale des fronts est limitée à 15 m. La largeur minimale des banquettes est de 5 m. A tout moment, la hauteur des fronts et la largeur des banquettes sont compatibles avec la stabilité du gisement en place.
Constats : La cote atteinte actuellement est de 251 m NGF. Les fronts ont une hauteur maximale de 15 m. Les fronts nouvellement créés sont de 12 m dans les zones où la stabilité du massif le nécessite. Les banquettes ont une largeur supérieure à 5 m.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Stockages des déchets inertes résultant de l'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/02/2014, article CE 5 et CE 5-1
Thème(s) : Risques chroniques, Stockages des déchets inertes résultant de l'exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les installations de stockage de déchets inertes et de terres non polluées sont construites, gérées et entretenues de manière à assurer leur stabilité physique et à prévenir toute pollution. L'exploitant se conforme au plan de gestion des déchets inertes et des terres non polluées résultant du fonctionnement de la carrière. La quantité de déchets inertes et de terres non polluées résultant de l'exploitation est estimée à 660 000 m3.
Constats : Les déchets inertes en provenance de l'extraction sont stockés sur les zones indiquées dans le plan de gestion des déchets inertes et des terres non polluées édité le 22 février 2022. L'exploitant s'aperçoit avec l'avancée des travaux qu'il aura probablement moins de stériles que prévu initialement.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Zones de stockage des déchets d'extraction inertes

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/09/2019, article 4
Thème(s) : Risques chroniques, Stockages des déchets inertes résultant de l'exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La zone principale de stockage se situe au Sud-Est du site sur les parcelles cadastrées lieu-dit La Rouquié, section AH n° 14(p), 15(p), 16(p), 17), 18(p), 196) et 21(p) de la commune de Montredon-Labessonnié (cf. annexe 11, complétée par l'annexe 11 bis jointe à cet arrêté complémentaire).
Constats : Le stériles de l'exploitation sont actuellement stockées sur les parcelles AH 15 et 16 conformément à la prescription.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Dispositions pour la protection des milieux et des espèces

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/02/2014, article CE 7-2
Thème(s) : Risques chroniques, Dispositions pour la protection des milieux et des espèces
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Conservation du corridor est (Mesure ME 3), notamment de l'habitation abandonnée et des haies qui l'entourent (La Rouquié, parcelles AH n° 18 et 19) et qui constitue un gîte potentiel pour les chiroptères.
Constats : Les corridors de la mesure ME 3 sont entièrement conservés.
Observations : Le corridor situé entre les parcelles 16, 15 et la parcelle 14 sera en partie détruit dans sa moitié Sud avec l'avancée future du stockage des déchets inertes de l'exploitation. Actuellement ce corridor est très pauvre, étant constitué de quelques arbustes et de broussailles. L'exploitant projette de le compenser en créant un corridor en bordure Ouest de la parcelle 14 dans la prolongation de la végétation existante (cf. inspection de la DREAL du 7 novembre 2019 : l'exploitant doit nous proposer des solutions qui permettront de sauvegarder ce corridor écologique ou d'en compenser la perte avant qu'elle n'intervienne). Un porter à connaissance est attendu sur ce point.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet